



Citizen Capital a déjà investi 5 millions d'euros

Cofondé par Laurence Méhaignerie, ce fonds « social » finance les entrepreneurs des cités.

CRÉER LE PREMIER « social venture fund », en alliant « performance financière et impact social positif ». Tel était le pari de Laurence Méhaignerie lorsqu'elle a fondé, avec Pierre-Olivier Barennes, Citizen Capital à l'été 2008.

Près de trois ans plus tard, sa mission est partiellement accomplie : s'il est trop tôt pour mesurer la rentabilité des investissements, Citizen Capital a en tout cas su assurer la pérennité de son activité. En décembre dernier, un nouveau tour de table a été réalisé, permettant à la société de doubler ses actifs sous gestion, à 18 millions d'euros. L'équipe de direction a su attirer des investisseurs de renom, comme AG2R La Mondiale, Axa Private Equi-

Le fonds vient de financer Trace TV, un groupe de médias basé en banlieue parisienne.

ty, La Banque Postale, la Caisse des dépôts, CDC Entreprises ou encore CNP Assurances. « La dernière levée de fonds a permis à Citizen Capital d'être considéré comme un acteur du capital-investissement à part entière, se félicite Laurence Méhaignerie. Nous sommes parvenus à démontrer qu'il est possible d'avoir des objectifs à la fois financiers et extra-financiers. »

■ DIVERSITÉ SOCIALE

En plus de proposer un niveau de rentabilité élevé (15 %), Citizen Capital cherche à promouvoir la diversité sociale, en finançant des entrepreneurs issus des cités et des minorités, que les inves-

tisseurs traditionnels délaissent. Trois prises de participations ont déjà été réalisées, pour un total de 5 millions d'euros. La dernière en date ? Trace TV, un groupe de médias basé en banlieue parisienne spécialisé en musiques urbaines et célébrités sportives, que le fonds a racheté aux côtés du management à Goldman Sachs en juillet 2010.

Pour l'heure, Citizen Capital n'a pas encore investi dans une société dirigée par une femme. « Ce n'est pas au cœur de notre stratégie d'investissement », explique Laurence Méhaignerie, qui n'exclut pas de faire évoluer ce positionnement lors de la levée du prochain fonds.

« Seuls 5 % des dossiers que nous recevons concernent des entreprises dirigées par des femmes », regrette-t-elle.

ALEXANDRE MADDENS